

**Tribunal canadien  
du commerce  
extérieur**

**2013-2014**

**Rapport ministériel sur le  
rendement**

L'honorable Joe Oliver  
L'honorable Joe Oliver  
Ministre des Finances

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada,  
représentée par le président du Conseil du Trésor, 2014  
N<sup>o</sup> de cat. F41-1/2014F-PDF

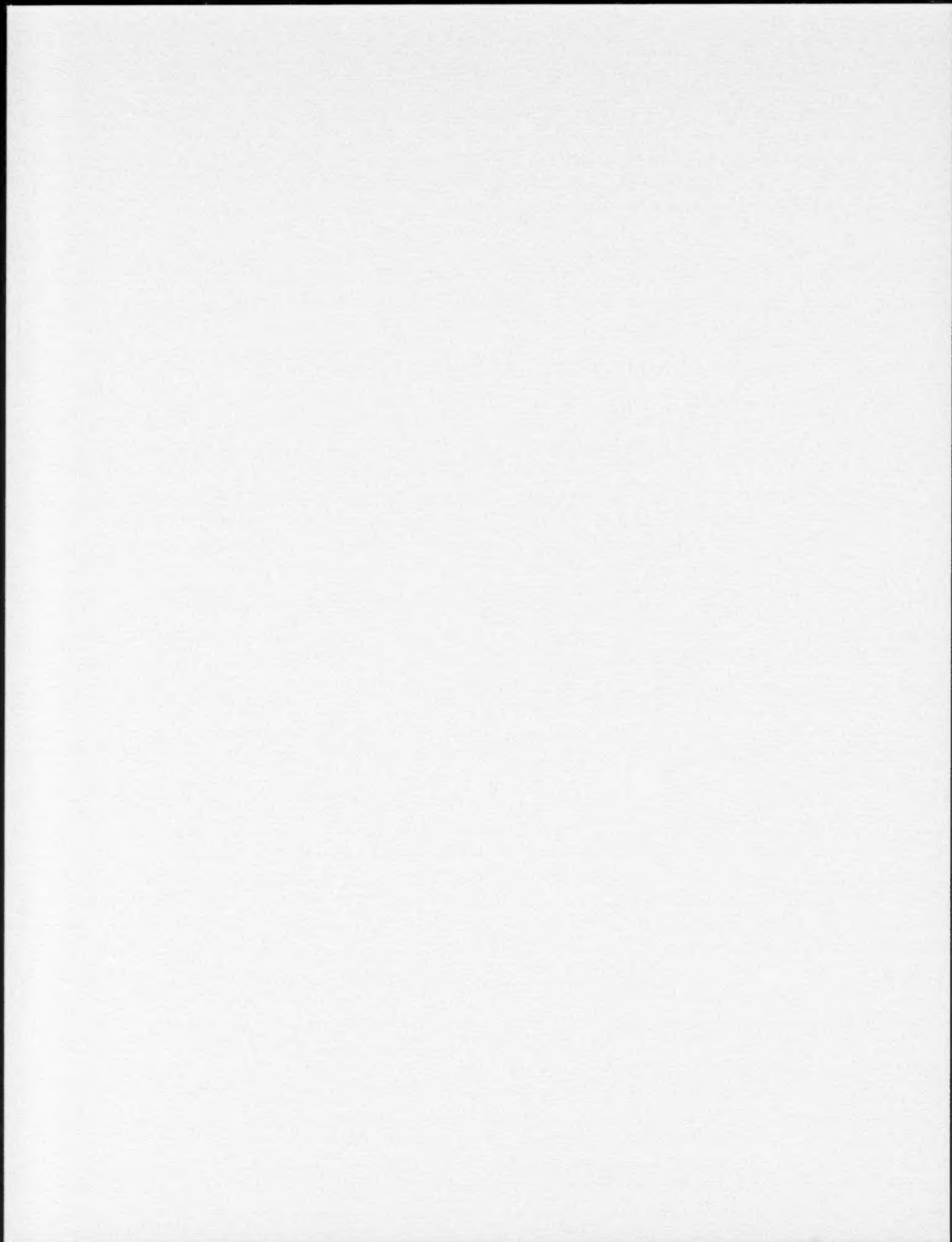
ISSN 2292-3276

Ce document est disponible sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor  
à l'adresse [www.sct-tbs.gc.ca](http://www.sct-tbs.gc.ca)

Ce document est disponible en médias substituts sur demande.

## Table des matières

<b>Avant-propos.....</b>	<b>iii</b>
<b>Message du président.....</b>	<b>1</b>
<b>Section I : Vue d'ensemble des dépenses de l'organisation.....</b>	<b>5</b>
Profil de l'organisation .....	5
Contexte organisationnel .....	5
Dépenses réelles.....	14
Tendances relatives aux dépenses du ministère.....	17
Budget des dépenses par crédit voté .....	17
<b>Section II : Analyse des programmes par résultat stratégique.....</b>	<b>19</b>
Résultat stratégique.....	19
Programme 1.1 : Règlement de dossiers commerciaux (rôle quasi judiciaire).....	21
Programme 1.2 : Enquêtes et saisines sur des questions économiques de portée générale (rôle consultatif) .....	24
Services internes .....	26
<b>Section III : Renseignements supplémentaires .....</b>	<b>29</b>
Faits saillants des états financiers .....	29
États financiers.....	30
Tableaux de renseignements supplémentaires .....	30
Dépenses fiscales et évaluations .....	30
<b>Section IV : Coordonnées de l'organisation .....</b>	<b>31</b>
<b>Annexe : Définitions.....</b>	<b>33</b>
<b>Notes de fin de document .....</b>	<b>35</b>



## Avant-propos

Le rapport ministériel sur le rendement fait partie de la série de documents budgétaires. Ces documents appuient les lois de crédits, qui précisent les montants pouvant être dépensés par le gouvernement et à quelles fins générales. Les documents budgétaires comptent trois parties.

Partie I – Le plan de dépenses du gouvernement présente un aperçu des dépenses fédérales.

Partie II – Le budget principal des dépenses décrit les ressources financières requises au prochain exercice pour chaque ministère, organisme et société d'État.

Partie III – Les plans de dépenses des ministères sont constitués de deux documents. Le rapport sur les plans et les priorités (RPP) est un plan de dépenses établi par chaque ministère et organisme qui reçoit des crédits parlementaires (à l'exception des sociétés d'État). Ce rapport présente des renseignements détaillés, pour une période de trois ans commençant à l'exercice indiqué dans le titre du rapport, sur les priorités, les résultats stratégiques, les programmes, les résultats attendus et les ressources connexes requises. Le rapport ministériel sur le rendement (RMR) dresse un bilan du rendement réel obtenu par chaque ministère et organisme au cours du plus récent exercice terminé, en fonction des plans, des priorités et des résultats attendus énoncés dans son propre RPP. Le RMR informe les parlementaires et la population des résultats obtenus par les organisations pour les Canadiens.

Le budget supplémentaire des dépenses renferme en outre des renseignements sur les besoins relatifs aux dépenses qui n'étaient pas suffisamment définis pour être inclus dans le budget principal des dépenses ou qui ont ultérieurement été précisés afin de rendre compte de l'évolution de programmes et de services donnés.

L'information financière présentée dans le RMR provient directement des autorisations décrites dans le budget principal des dépenses et des renseignements fournis dans le RPP sur les dépenses prévues. Cette information financière correspond à celle fournie dans les Comptes publics du Canada. Ceux-ci renferment l'État consolidé de la situation financière, l'État consolidé des résultats et du déficit accumulé, l'État consolidé de la variation de la dette nette et l'État consolidé des flux de trésorerie du gouvernement du Canada, de même que des renseignements détaillés des opérations financières ventilés par portefeuille ministériel pour un exercice donné. Deux types d'information financière présentée dans le RMR proviennent des Comptes publics du Canada : les autorisations budgétaires disponibles pour emploi au nouvel exercice par une organisation qui reçoit des crédits parlementaires, et les autorisations utilisées lors de cet exercice. Ces dernières autorisations correspondent aux dépenses réelles décrites dans le RMR.

La *Politique sur la structure de la gestion, des ressources et des résultats* du Conseil du Trésor favorise une plus grande concordance de l'information sur le rendement présentée dans les RMR, les autres documents budgétaires et les Comptes publics du Canada. Pour les organisations qui reçoivent des crédits parlementaires, la Politique définit l'architecture d'alignement des programmes comme une structure par rapport à laquelle l'information sur le rendement financier et non financier est fournie aux fins des documents budgétaires et des rapports au Parlement. Peu importe si l'organisation présente l'information dans le budget



principal des dépenses, le RPP, le RMR ou les Comptes publics du Canada, la même structure est utilisée.

Dans le but de mieux appuyer les décisions sur les crédits, un certain nombre de changements ont été apportés aux RMR en 2013-2014. Le RMR présente maintenant les renseignements sur les finances, les ressources humaines et le rendement dans la section II, au niveau le plus bas de l'architecture d'alignement des programmes, le cas échéant.

Le format et la terminologie du RMR ont également été modifiés afin de le rendre plus clair et cohérent et de mettre davantage l'accent sur l'information du budget des dépenses et des Comptes publics. De plus, l'information ministérielle concernant la Stratégie fédérale de développement durable a été regroupée dans un nouveau tableau de renseignements supplémentaires qui sera affiché sur le site Web du ministère. Ce tableau comprend tous les éléments de la Stratégie qui étaient auparavant fournis dans les RMR et les sites Web ministériels, y compris les rapports sur l'écologisation des opérations gouvernementales et les évaluations environnementales stratégiques. La section III du rapport fournira un lien vers le nouveau tableau dans le site Web du ministère. Enfin, les définitions des termes utilisés sont maintenant fournies en annexe.

## Message du président

Il me fait plaisir de présenter le plus récent Rapport ministériel sur le rendement 2013-2014 (RMR) qui sera le dernier publié par le Tribunal canadien du commerce extérieur (TCCE). Le projet de loi C-31 a reçu la sanction royale le 19 juin 2014, ce qui signifie qu'un RMR comprenant les services d'appui fournis au TCCE sera dorénavant publié par le Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs (SCATA).

Le TCCE a pour mandat de fournir aux entreprises canadiennes et internationales l'accès à des procédures d'enquête justes, transparentes et efficaces sur les causes liées aux recours commerciaux et les plaintes concernant les marchés publics fédéraux ainsi que sur les appels en matière de douanes et d'accise. À la demande du gouvernement, le TCCE fournit des conseils sur des questions tarifaires, commerciales et économiques.

Comme le prévoyait le Rapport sur les plans et les priorités (RPP) 2013-2014 du TCCE, l'augmentation de la charge de travail globale s'est concrétisée. Au total, en 2013-2014, le TCCE a rendu plus de 130 décisions et ordonnances dans les volets de son mandat ayant trait aux recours commerciaux, à l'examen des marchés publics et aux appels.

Dans une année caractérisée par des changements importants et la charge de travail la plus lourde en plus d'une décennie, je suis particulièrement fier du travail assidu, du professionnalisme et du dévouement dont ont fait preuve les membres et le personnel en respectant tous les délais prévus par la loi et en maintenant la réputation d'excellence du TCCE à l'échelle mondiale.

En 2013-2014, le TCCE a rendu des décisions dans le cadre de neuf enquêtes sur les recours commerciaux et réexamens relatifs à l'expiration, ce qui représente approximativement 3,7 milliards de dollars sur le marché canadien et environ 4 300 emplois au Canada. Au 31 décembre 2013, 25 conclusions et ordonnances rendues aux termes de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation (IMSI)* étaient en vigueur, dont les retombées sont d'environ 7,7 milliards de dollars en expéditions, 0,5 milliard de dollars en investissements, 22 000 emplois directs et 1,2 milliard de dollars en importations.

Au cours de cet exercice, le TCCE a reçu 49 nouvelles plaintes concernant les marchés publics, relativement à 44 contrats différents, d'une valeur collective de plus de 128 millions de dollars. Dans le cadre de son rôle qui consiste à protéger l'intégrité de la procédure de passation des marchés publics fédéraux, le TCCE a analysé les plaintes concernant les marchés publics de la plus grande entité acheteuse, le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux Canada (TPSGC), de l'exercice 2008-2009 à l'exercice 2012-2013 et a conclu qu'il n'a pas compétence pour statuer sur le fond de près de 25 p. 100 des plaintes, étant donné que les parties les ont déposées au-delà du délai de 10 jours prévu par la loi. Dans le but de m'assurer que les fournisseurs sont mieux informés de ce délai et en vertu du pouvoir qui m'est conféré par l'article 30.19 de la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur*, j'ai attiré l'attention du sous-ministre de TPSGC sur cette observation et j'ai proposé d'inclure un paragraphe sur le délai dans les documents et la correspondance distribués aux soumissionnaires. Depuis lors, TPSGC a pris d'autres mesures pour mieux faire connaître les délais applicables, et les discussions sur cette question se poursuivent. Bien qu'il reste à savoir

si une pratique de communication plus proactive avec les fournisseurs potentiels relativement au délai sera généralement adoptée par les entités publiques, les résultats initiaux positifs sont encourageants.

La *LMSI*, la *Loi sur les douanes* et la *Loi sur la taxe d'accise* prévoient chacune des droits d'appel auprès du TCCE des décisions de l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) et du ministre du Revenu national. Ces appels sont particulièrement importants pour les petites et moyennes entreprises canadiennes puisqu'ils portent sur un large spectre de produits industriels et de consommation. Durant l'exercice 2013-2014, 61 nouveaux appels ont été interjetés au total.

Malgré une charge de travail particulièrement élevée et difficile en 2013-2014, la direction du TCCE a réussi à mener à bien plusieurs initiatives liées aux gens, à la saine gestion et à l'amélioration de la prestation des services.

L'équipe de la haute direction du TCCE a achevé la restructuration du TCCE que j'ai entreprise lors de ma nomination en 2011. Depuis, le TCCE a réduit le nombre d'employés à temps plein de près de 30 p. 100 et les dépenses annuelles de près de 2 millions de dollars. Cela a été réalisé en changeant considérablement l'architecture des programmes et les méthodes de travail du TCCE.

À titre d'exemple, le TCCE a diminué les coûts annuels pour juger les plaintes concernant les marchés publics et les appels en transférant, de la Direction de la recherche à la Direction des services juridiques, la responsabilité d'appuyer les membres dans ces volets de son mandat. Notamment, le TCCE rend maintenant beaucoup plus rapidement les décisions relatives aux marchés publics et aux appels.

Par la suite, la Direction de la recherche a été renommée la Direction des enquêtes sur les recours commerciaux; sa structure et les descriptions de postes du personnel de la Direction ont été modifiées pour refléter la nouvelle priorité de la Direction et la spécialisation de son personnel.

Fait plus important encore, en réaction à un grand nombre de départs à la retraite du personnel de la Direction des enquêtes sur les recours commerciaux, j'ai fait du recrutement et du perfectionnement des enquêteurs sur les recours commerciaux une priorité absolue en créant un programme de perfectionnement dirigé par un gestionnaire chargé de former les enquêteurs actuels et d'en recruter de nouveaux. Il me fait plaisir d'annoncer que le programme de perfectionnement a déjà permis d'offrir de nouvelles formations importantes au personnel existant et de recruter avec succès de nouveaux membres du personnel possédant l'ensemble de compétences essentielles pour enquêter sur les causes liées aux recours commerciaux.

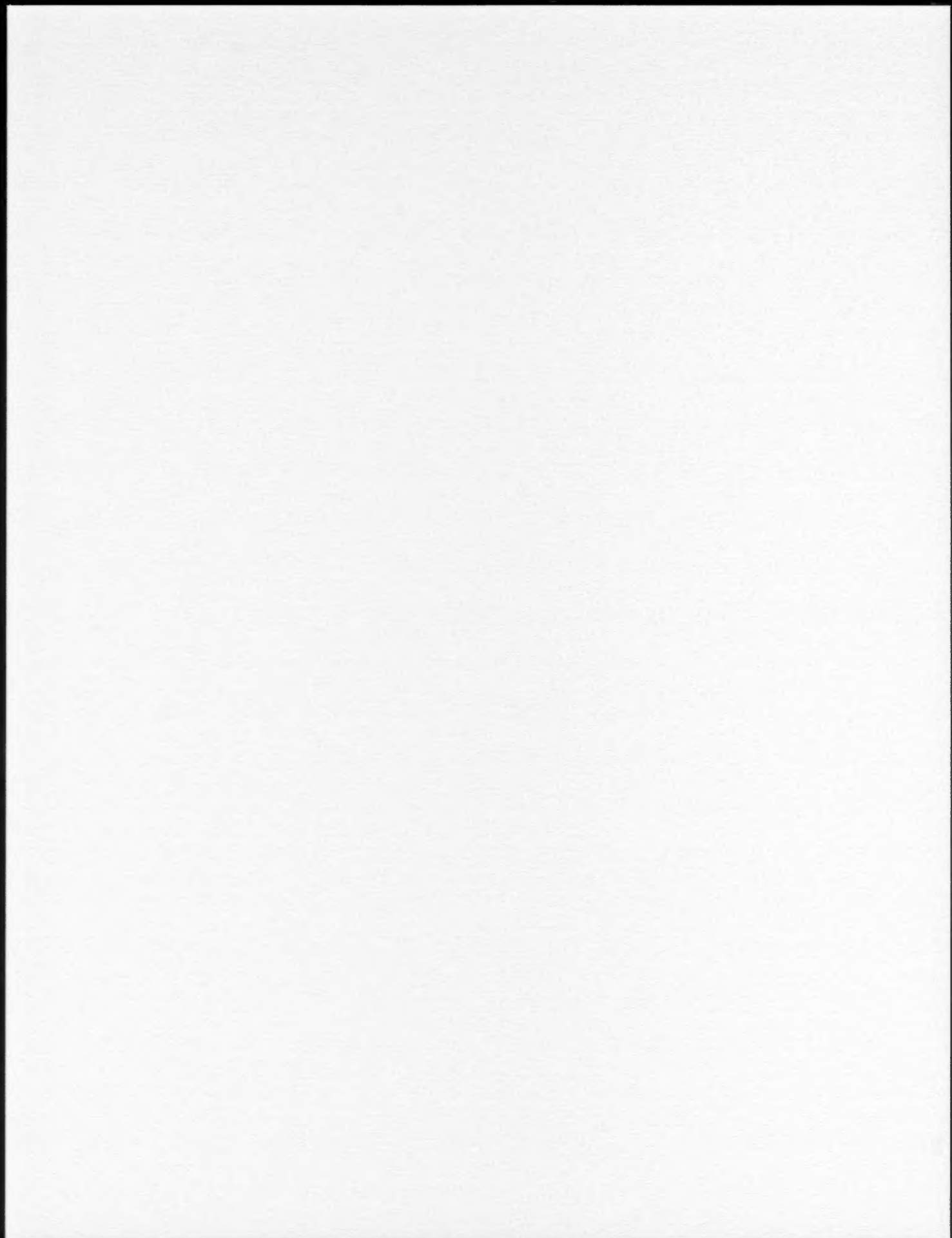
Les autres réalisations dignes de mention sont l'instauration d'un programme de stage en droit conjointement avec le Programme d'excellence pour les avocats de Justice Canada, d'un programme de stage pour étudiants en coopération avec la faculté de droit de l'Université d'Ottawa et d'un nouveau protocole interdirectionnel sur la collaboration entre la Direction des enquêtes sur les recours commerciaux et la Direction des services juridiques durant les enquêtes sur les recours commerciaux.



Des économies ont également été réalisées grâce à l'achat d'une technologie d'assistance pour la salle du courrier. Les produits de communication ont été simplifiés et, en combinaison avec la nouvelle technologie de la salle du courrier, les frais postaux ont été réduits de plus de 40 p. 100 – cela en dépit d'un exercice caractérisé par une charge de travail sans précédent.

La mise en œuvre réussie de ces initiatives a fait en sorte qu'au cours d'une année très difficile, le TCCE a rendu des décisions justes, opportunes et transparentes et, ce faisant, il a appuyé les priorités du gouvernement consistant à renforcer l'économie et à améliorer ses services aux Canadiens.

Stephen A. Leach  
Stephen A. Leach  
Président



## Section I : Vue d'ensemble des dépenses de l'organisation

### Profil de l'organisation

**Ministre :** L'honorable James Joe Oliver, ministre des Finances

**Administrateur général :** Stephen A. Leach, président

**Portefeuille ministériel :** ministère des Finances

**Année de création :** 1988

**Principale autorité législative :** *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur*, L.R.C. (1985), ch. 47 (4<sup>e</sup> suppl.),

**Autre :** Le TCCE est une cour d'archives créée par le Parlement du Canada le 31 décembre 1988, issue de la fusion du Tribunal canadien des importations, de la Commission du tarif et de la Commission du textile et du vêtement. En 1994, les responsabilités de la Commission de révision.

### Contexte organisationnel

#### Raison d'être

Le TCCE fournit aux entreprises canadiennes et internationales l'accès à des procédures d'enquête justes, transparentes et efficaces sur les causes liées aux recours commerciaux et les plaintes concernant les marchés publics fédéraux ainsi que sur les appels en matière de douanes et d'accise. À la demande du gouvernement, le TCCE fournit des conseils sur des questions tarifaires, commerciales et économiques.

#### Responsabilités

Le TCCE a été constitué en décembre 1988 en vertu de la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur (Loi sur le TCCE)*. Le TCCE est un organisme décisionnel quasi judiciaire et indépendant, qui mène des enquêtes et relève du Parlement par l'entremise du ministre des Finances. Son pouvoir découle aussi de la *LMSI*, de la *Loi sur les douanes* et de la *Loi sur la taxe d'accise*. Les bureaux du TCCE sont situés à Ottawa (Ontario).

Les rôles du TCCE au sein du gouvernement du Canada sont les suivants :

- enquêter, en vertu de la *LMSI*, afin de déterminer si l'importation de produits qui font l'objet de dumping ou de subventionnement a causé ou menace de causer un dommage à une branche de production nationale;
- enquêter sur les plaintes déposées par des fournisseurs potentiels concernant des marchés publics du gouvernement fédéral visés par l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA), l'Accord sur le commerce intérieur (ACI), l'Accord sur les

marchés publics (AMP) de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ou tout autre accord commercial pertinent;

- il entend les appels des décisions de l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) aux termes de la Loi sur les douanes et de la LMSI et des décisions du ministre du Revenu national aux termes de la Loi sur la taxe d'accise;
- enquêter et donner son avis sur des questions économiques, commerciales et tarifaires dont le gouverneur en conseil ou le ministre des Finances saisit le TCCE;
- enquêter sur des demandes présentées par des producteurs canadiens qui souhaitent obtenir des allègements tarifaires sur des intrants textiles importés aux fins de production et faire des recommandations au ministre des Finances quant à ces demandes;
- enquêter sur les plaintes des producteurs nationaux selon lesquelles l'accumulation rapide des importations cause ou menace de causer un dommage aux producteurs nationaux et, comme prescrit, recommander au gouvernement la mesure corrective appropriée.

#### Résultats stratégiques et architecture d'alignement des programmes

**Résultat stratégique n° 1 :** Règlement équitable, opportun et transparent de dossiers de commerce international et d'enquêtes demandées par le gouvernement en ce qui a trait aux questions économiques, commerciales et tarifaires qui relèvent de la compétence du TCCE.

**1.1 Programme :** Règlement de dossiers commerciaux (rôle quasi judiciaire)

**1.2 Programme :** Enquêtes et saisines sur des questions économiques de portée générale (rôle consultatif)

#### **Services internes**

##### Priorités organisationnelles

Priorité	Type <sup>1</sup>	Résultats stratégiques [et/ou] programmes
Traiter les causes en respectant les délais prescrits par la loi, les délais internes et les normes de qualité	Permanente	Règlement équitable, opportun et transparent de dossiers de commerce international et enquêtes demandées par le gouvernement en ce qui a trait aux questions économiques, commerciales et tarifaires qui relèvent de la compétence du TCCE

1. Les différents types de priorités sont les suivants : **priorité déjà établie** – établie au cours du premier ou du deuxième exercice précédant l'exercice visé dans le rapport; **priorité permanente** – établie au moins trois exercices avant l'exercice visé dans le rapport; **priorité nouvelle** – établie au cours de l'exercice visé dans le RPP ou le RMR. Si un autre type de priorité propre au ministère est présenté, il faut en expliquer la signification.



**Sommaire des progrès**

Le TCCE a atteint cet objectif dans tous les cas.

Le TCCE a l'obligation légale d'entendre les causes et de rendre des décisions judiciaires sur les questions qui relèvent de sa compétence dans les délais prescrits par la loi et les délais internes. Ce faisant, il appuie un marché juste au Canada, conserve sa solide réputation au Canada et dans le monde et se conforme à ses obligations législatives.

Dans le cadre des appels, le TCCE a dépassé sa cible qui consistait à rendre 70 p. 100 de ses décisions dans les 120 jours suivant l'audience. Il a rendu 100 p. 100 de ses décisions dans un délai de 120 jours. Cette réalisation est principalement attribuable au transfert du travail lié aux appels de la Direction des enquêtes sur les recours commerciaux aux Services juridiques, au recrutement de conseillers juridiques supplémentaires, à l'amélioration du déroulement des activités et à la mise en place du poste de conseiller principal et gestionnaire de cas pour superviser l'évolution du travail lié aux appels. Ces changements ont été apportés au cours de l'exercice précédent, mais les avantages se sont fait pleinement sentir en 2013-2014.

Priorité	Type	Résultats stratégiques [et/ou] programmes
Améliorer la prestation de ses services	Permanente	Règlement équitable, opportun et transparent de causes liées au commerce international, de causes liées aux marchés publics et d'enquêtes sur instruction du gouvernement qui relèvent de la compétence du TCCE

**Sommaire des progrès**

Les cibles de cette priorité permanente ont été atteintes.

Durant l'exercice 2013-2014, le TCCE a mis à l'essai un questionnaire Excel pour aider les intervenants à lui fournir des renseignements. Ces questionnaires ont permis de réduire le temps consacré par le personnel à la saisie manuelle de données et le nombre de révisions nécessaires des réponses en raison d'erreurs matérielles. Les commentaires reçus des intervenants ont été pris en considération, et les questionnaires ont été modifiés et améliorés durant le projet. Des travaux visant à développer des outils électroniques pour faciliter l'élaboration et la vérification des questionnaires sont en cours pour permettre au TCCE d'enquêter plus efficacement et plus rapidement sur les recours commerciaux.

Pour alléger le fardeau des fournisseurs du gouvernement fédéral qui ont recours au TCCE, ce dernier a fait passer de sept à un le nombre de copies sur papier que les parties plaignantes en matière de marchés publics doivent déposer.

Le TCCE a également amélioré la prestation des services en réduisant le nombre moyen de jours pour rendre des décisions relativement aux appels et à l'examen des marchés publics. Puisque la

responsabilité d'appuyer les membres du TCCE dans le cadre des appels et de l'examen des marchés publics a été transférée de la Direction des enquêtes sur les recours commerciaux aux Services juridiques, exclusivement, le nombre moyen de jours pour rendre une décision relative à un appel après l'audience est passé de 104 à 81. Le nombre moyen de jours pour rendre une décision sur la question d'ouvrir ou non une enquête sur un marché public est passé de quatre à trois jours ouvrables, les décisions de rejet étant rendues dans un délai moyen de trois jours, contre 16 jours auparavant. Le nombre moyen de jours pour mener une enquête sur un marché public d'une « durée normale » (délai de 90 jours prévu par la loi) est passé de 83 à 73, et de 112 à 94 dans l'ensemble (y compris les enquêtes pouvant prendre jusqu'à 135 jours).

Priorité	Type	Résultats stratégiques [et/ou] programmes
Investir dans ses gens	Permanente	Règlement équitable, opportun et transparent de causes liées au commerce international, de causes liées aux marchés publics et d'enquêtes sur instruction du gouvernement qui relèvent de la compétence du TCCE
<b>Sommaire des progrès</b>		
<p>Les cibles de cette priorité permanente ont été atteintes.</p> <p>Comme indiqué dans le RPP 2013-2014, la réputation d'excellence du TCCE dépend essentiellement des membres de son effectif hautement spécialisé qui travaillent en étroite collaboration afin de s'acquitter de son mandat.</p> <p>Pour offrir un environnement ouvert et coopératif, la direction a régulièrement communiqué par le biais de bulletins à l'intention du personnel ou de réunions d'équipe pour informer les employés des changements au sein de l'organisation ou dans les processus opérationnels. Une des principales réalisations en 2013-2014 au sein du TCCE a été la mise en œuvre réussie du programme de perfectionnement des agents chargés des enquêtes sur les recours commerciaux qui ouvre la voie pour passer du niveau CO-01 au niveau CO-02. Le premier finissant de ce programme de perfectionnement devrait terminer au début de l'exercice 2014-2015. Les Services juridiques du TCCE ont lancé un programme de stage en droit et un programme de stage pour étudiants en droit permettant d'accumuler des crédits.</p> <p>De plus, tous les employés du TCCE ont élaboré un plan d'apprentissage et, dans la mesure du possible, ont eu l'occasion de poser leur candidature à des postes vacants au sein de l'organisation.</p> <p>Un conseiller juridique et un directeur de la Direction des enquêtes sur les recours commerciaux ont suivi le programme « Academy of WTO Law and Policy » à l'Université de Georgetown. Plusieurs membres du personnel ont reçu une formation en langues officielles. Plusieurs membres du personnel ont participé à des échanges techniques à Washington, avec la Commission du commerce international des États-Unis, le ministère du Commerce des États-Unis et le Siège de la responsabilité du gouvernement des États-Unis, et, à Genève, avec l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Le TCCE a également été l'hôte d'un échange technique avec des fonctionnaires du ministère du Commerce de la Chine.</p>		

Priorité	Type	Résultats stratégiques [et/ou] programmes
Saines pratiques de gestion	Permanente	Règlement équitable, opportun et transparent de causes liées au commerce international, de causes liées aux marchés publics et d'enquêtes sur instruction du gouvernement qui relèvent de la compétence du TCCE
<b>Sommaire des progrès</b>		
<p>Les cibles de cette priorité permanente ont été atteintes.</p> <p>En 2013-2014, le TCCE a pris part à la vérification interne horizontale des prévisions financières effectuée par le Bureau du contrôleur général. La vérification a permis d'obtenir de précieux commentaires en matière de gestion et de confirmer que les prévisions du TCCE étaient sérieuses et fiables. En raison d'un budget fixe et d'une charge de travail imprévisible, l'exactitude des prévisions relatives aux dépenses est d'une importance capitale. Cet exercice en a été un autre exemple puisque les prévisions exactes ont permis au TCCE de réaffecter des fonds existants pour assumer la charge de travail la plus lourde en plus d'une décennie sans dépasser son budget ni laisser de fonds inutilisés.</p> <p>La Direction des services juridiques a été restructurée. Le poste d'avocat général a été aboli et deux conseillers juridiques principaux se partagent la direction du personnel juridique du TCCE, un qui est chargé de superviser le travail lié aux recours commerciaux et l'autre de coordonner la prestation de services juridiques en ce qui a trait aux appels et à l'examen des marchés publics. Comme pour tous les autres cadres supérieurs du TCCE, le conseiller juridique principal relève du directeur exécutif.</p> <p>Le TCCE a apporté des changements organisationnels au sein de la Direction des enquêtes sur les recours commerciaux afin de déléguer la responsabilité et le pouvoir relatifs aux ressources financières et humaines à des niveaux de gestion inférieurs. Ce pouvoir décisionnel permettra aux gestionnaires de mieux réagir face aux priorités opérationnelles changeantes sans avoir à demander l'approbation à des niveaux supérieurs.</p> <p>Un comité des opérations a été établi pour améliorer la gouvernance et la coordination entre les directions. Ce comité est présidé par le directeur exécutif et comprend des représentants des Services juridiques, du Secrétariat et de la Direction des enquêtes sur les recours commerciaux.</p>		



Analyse des risques

Risques clés	Stratégie d'atténuation du risque	Lien à l'architecture d'alignement des programmes
Incapacité de rendre des décisions de qualité dans les délais en période de charge de travail élevée et de contraintes budgétaires	<p>Ce risque a été défini dans le cadre du RPP 2013-2014.</p> <p>En réaction aux importantes fluctuations de la charge de travail lors de l'exercice 2013-2014, la direction du TCCE a réaffecté ses ressources et a priorisé les dépenses afin de pouvoir accomplir son mandat.</p> <p>Par exemple, le TCCE a un financement pour 72 ETP, mais a réaffecté le financement existant pour lui permettre d'engager 28 employés temporaires ou occasionnels de manière à absorber une période de pointe de la charge de travail à l'automne.</p> <p>De plus, pour se préparer à la période de pointe, la haute direction a fourni une formation additionnelle au personnel afin d'accroître ses connaissances et sa productivité.</p> <p>Enfin, lors de la période de pointe de la charge de travail du TCCE relative à la <i>LMSI</i>, le président a accru le rôle joué par les Services juridiques afin de profiter de leurs habiletés de rédaction juridique et de permettre à la Direction des enquêtes sur les recours commerciaux de se concentrer sur ses fonctions fondamentales d'enquête.</p>	1.1 Programme : règlement de dossiers commerciaux (rôle quasi judiciaire)
Incapacité d'optimiser l'affectation des ressources existantes	<p>Ce risque a été défini dans le cadre du RPP 2013-2014.</p> <p>Le TCCE a effectué une restructuration majeure de son organisation et de ses processus; le processus s'est terminé à la fin 2013-2014. Ces changements organisationnels ont amélioré l'efficacité et fourniront au TCCE plus de capacité au cours des années</p>	1.1 Programme : règlement de dossiers commerciaux (rôle quasi judiciaire)

	<p>futures. Les changements apportés aux processus relatifs au mandat de la <i>LMSI</i> ont permis au TCCE de suivre une approche plus efficace lorsqu'il est confronté à un nombre élevé de causes dans le contexte d'une charge de travail fluctuante mais élevée.</p> <p>De manière à élargir la capacité à bas prix, les Services juridiques ont adhéré à un programme de stage en droit du ministère de la Justice et ont engagé deux étudiants. De plus, deux stagiaires étudiants en droit ont travaillé aux Services juridiques contre des crédits à l'Université d'Ottawa. La Direction des enquêtes sur les recours commerciaux a aussi engagé plusieurs étudiants. La Direction des enquêtes sur les recours commerciaux a pu se consacrer à ses responsabilités fondamentales en accroissant le rôle de soutien des Services juridiques dans les causes de la <i>LMSI</i>. Les dépenses de fonctionnement et d'entretien ont été réduites et les sommes dégagées ont été réaffectées aux activités fondamentales.</p>	
Incapacité d'élaborer des stratégies pour accroître l'utilisation des dossiers électroniques et de respecter les initiatives en matière d'approvisionnement écologique	<p>Ce risque a été défini dans le cadre du RPP 2013-2014.</p> <p>En 2012-2013, le TCCE a mené un projet pilote afin de déterminer si un questionnaire électronique permettrait aux répondants d'économiser du temps et de contrôler les erreurs lorsqu'ils fournissent des renseignements au TCCE. Les résultats du projet pilote relatif au questionnaire électronique indiquent que de nombreux problèmes devront être réglés avant que le TCCE ne puisse pleinement mettre en œuvre une telle initiative. Le TCCE a réalisé un second projet pilote lors de l'exercice 2013-2014 en utilisant un format différent de questionnaire électronique. Les réactions au questionnaire ont été favorables, et le personnel</p>	<p>1.1 Programme : règlement de dossiers commerciaux (rôle quasi judiciaire) Services internes</p>

	continue d'évaluer les résultats du projet pilote et de perfectionner les questionnaires en tenant compte des commentaires des parties prenantes.	
Incapacité d'offrir un soutien adéquat relativement aux applications de gestion interne de la GI/TI	Ce risque a été défini dans le cadre du RPP 2013-2014. La section GI/TI a réussi la première phase de conception d'un système de classement électronique d'entreprise (GCDocs). Lorsqu'il sera terminé, ce système de gestion de l'information améliorera la mémoire d'entreprise et le partage de l'information entre les employés des services généraux.	1.1 Programme : règlement de dossiers commerciaux (rôle quasi judiciaire) Services internes

#### Exposé relatif aux risques

Bien que le TCCE suive les facteurs qui tendent à influencer sur le nombre de causes dont il est saisi, y compris la conjoncture économique canadienne, américaine et mondiale et l'environnement commercial mondial, le travail lié aux causes du TCCE est imprévisible sur le plan du volume, des délais et de la complexité parce qu'il est dicté par des facteurs externes auxquels le TCCE ne peut que réagir sans pouvoir les anticiper.

De plus, compte tenu d'un budget fixe dans lequel 87 p. 100 sont affectés aux salaires et aux avantages sociaux, la capacité du TCCE de réaffecter ses ressources financières afin de réagir à des augmentations importantes de sa charge de travail est limitée. Par conséquent, le TCCE doit constamment rechercher les économies et optimiser l'affectation des ressources existantes.

L'exercice 2013-2014 a été très difficile en ce qui concerne la nécessité d'assumer l'augmentation des causes de recours commerciaux tout en assurant que tous les mandats sont réalisés. L'accumulation de causes a été particulièrement élevée à l'automne 2013, et le TCCE a dû réaffecter ses ressources existantes afin de pouvoir respecter tous les délais. En raison de l'augmentation de la charge de travail conjuguée à des ressources financières inchangées, la direction du TCCE a dû prioriser et surveiller très étroitement ses dépenses afin de pouvoir traiter les causes dans les délais prévus par la loi.

Le TCCE a géré cette situation en augmentant provisoirement ses ressources humaines au moyen d'emplois occasionnels et temporaires, de l'embauche d'étudiants suivant un programme d'enseignement coopératif à la Direction des enquêtes sur les recours commerciaux et du recours à un programme de stage en droit aux Services juridiques. Les Services juridiques ont également embauché deux stagiaires à temps partiel à l'automne, travaillant contre des crédits en droit à l'Université d'Ottawa. Le TCCE a aussi modifié ses processus de travail relatifs aux causes de recours commerciaux afin de permettre une collaboration accrue entre la Direction des enquêtes sur les recours commerciaux et les Services juridiques pour le soutien aux membres du TCCE qui tranchent les causes. La réorganisation du personnel des appels et

des révisions de marchés publics effectuée l'année précédente a été tout à fait terminée lors du présent exercice et a produit des dividendes en matière d'économies et d'efficacité opérationnelle.

Pendant cette période occupée, le TCCE a lancé un projet pilote de questionnaires Excel pour ses causes de recours commerciaux. L'utilisation de ces questionnaires a permis de réduire le nombre de données entrées manuellement par le personnel du TCCE et a entraîné une réduction des erreurs matérielles dans les réponses aux questionnaires.

## Dépenses réelles

### Ressources financières budgétaires (dollars)

Budget principal des dépenses 2013-2014	Dépenses prévues 2013-2014	Autorisations totales pouvant être utilisées 2013-2014	Dépenses réelles (autorisations utilisées) 2013-2014	Écart (dépenses réelles moins dépenses prévues)
9 893 541	9 893 541	11 064 547	10 896 125	1 002 584

En 2013-2014, les dépenses prévues du TCCE étaient de 9,894 millions de dollars. Au moyen du Budget principal des dépenses et du Budget supplémentaire des dépenses, le TCCE a reçu des crédits totaux de 11,065 millions de dollars, dont 587 659 \$ consistaient en un transfert de crédits en vertu du crédit 30 du CT afin de défrayer les congés parentaux et les indemnités de départ, et 432 743 \$ ont été reportés de l'exercice précédent en vertu du crédit 25 du CT. Les dépenses réelles du TCCE ont été de 10,9 millions de dollars. L'écart de 1 002 584 \$ entre les dépenses réelles et prévues est le résultat direct de l'importante augmentation du nombre de causes de recours commerciaux et des paiements de congés parentaux et des indemnités de départ en vertu du crédit 30 du CT.

### Ressources humaines (équivalents temps plein [ETP])

Prévu 2013-2014	Réel 2013-2014	Écart (réel moins prévu) 2013-2014
73	80	7

En raison de la forte augmentation du nombre de causes de recours commerciaux à l'automne 2013, le TCCE a embauché l'équivalent de sept ETP supplémentaires, la plupart à la Direction des enquêtes sur les recours commerciaux.



**Sommaire du rendement budgétaire pour les résultats stratégiques et les programmes (dollars)**

Résultats stratégiques, programmes et Services internes	Budget principal des dépenses 2013-2014	Dépenses prévues 2013-2014	Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Autorisations totales pouvant être utilisées 2013-2014	Dépenses réelles (autorisation s utilisées) 2013-2014	Dépenses réelles (autorisation s utilisées) 2012-2013	Dépenses réelles (autorisation s utilisées) 2011-2012
Résultat stratégique 1 : Règlement équitable, opportun et transparent des causes concernant le commerce international et les marchés publics et des enquêtes demandées par le gouvernement sur des questions relevant de la compétence du TCCE								
Règlement des causes liées au commerce (rôle quasi judiciaire)	7 321 221	7 321 221	7 012 787	7 012 787	8 187 764	8 063 133	8 395 969	6 633 211
Enquêtes sur les questions économiques de portée générale et saisines (rôle consultatif)	98 935	98 935	94 767	94 767	110 645	108 961	115 013	105 289
Total partiel	7 420 156	7 420 156	7 107 554	7 107 554	8 298 409	8 172 094	8 510 982	6 738 500
Services internes Total partiel	2 473 385	2 473 385	2 369 185	2 369 185	2 766 137	2 724 031	2 990 345	3 790 406
Total	9 893 541	9 893 541	9 476 739	9 476 739	11 064 546	10 896 125	11 501 327	10 528 906

Harmonisation des dépenses avec le cadre pangouvernemental

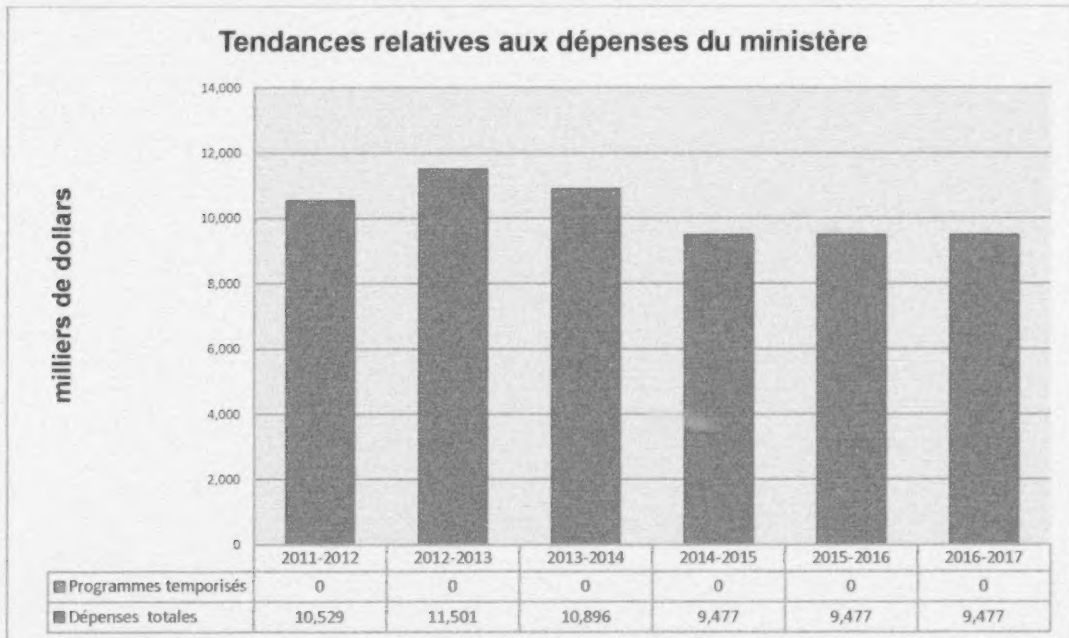
**Harmonisation des dépenses réelles pour 2013-2014 avec le cadre pangouvernemental<sup>1</sup>  
(dollars)**

Résultat stratégique	Programme	Secteur de dépenses	Résultat du gouvernement du Canada	Dépenses réelles 2013-2014
Règlement équitable, opportun et transparent des causes concernant le commerce international et les marchés publics et des enquêtes demandées par le gouvernement sur des questions relevant de la compétence du TCCE	Règlement des causes liées au commerce (rôle quasi judiciaire)	Affaires économiques	Marché juste et sûr	8 063 133
	Enquêtes sur les questions économiques de portée générale et saisines (rôle consultatif)	Affaires économiques	Marché juste et sûr	108 961

**Total des dépenses par secteur de dépenses (dollars)**

Secteur de dépenses	Total des dépenses prévues	Total des dépenses réelles
Affaires économiques	7 420 156	8 172 094
Affaires sociales		
Affaires internationales		
Affaires gouvernementales		

## Tendances relatives aux dépenses du ministère

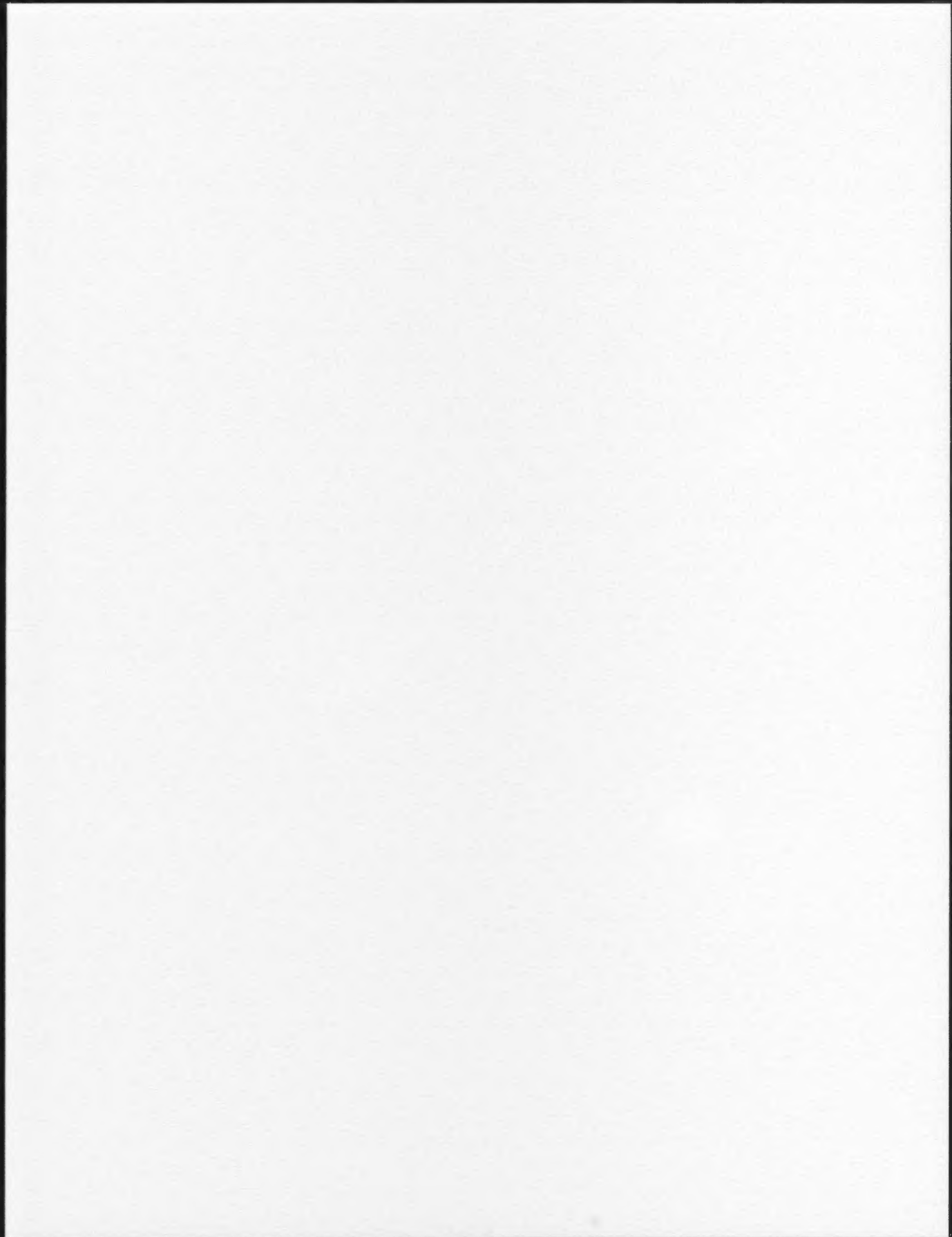


Les fluctuations des dépenses et des dépenses prévues depuis 2011-2012 peuvent s'expliquer par quatre facteurs :

1. De 2009-2010 à 2011-2012, plus de ressources ont été affectées au TCCE afin de remédier à un manque à gagner à court terme du budget opérationnel résultant d'une augmentation prévue des causes de recours commerciaux et de marchés publics causée par la récession économique mondiale.
2. En 2012-2013, le TCCE a rénové ses installations à un coût total de 1,7 millions de dollars.
3. En 2013-2014, le TCCE a épuisé sa limite de report afin de traiter l'accumulation de causes de recours commerciaux qui s'est produite de manière inattendue à l'automne et à l'hiver.
4. À compter de 2014-2015, le budget du TCCE sera réduit de 0,5 million de dollars en vertu du Plan d'action pour la réduction du déficit.

## Budget des dépenses par crédit voté

Pour obtenir des renseignements au sujet des crédits votés et des dépenses législatives du TCCE, veuillez consulter les *Comptes publics du Canada 2014* sur le site Web de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada<sup>ii</sup>.





## Section II : Analyse des programmes par résultat stratégique

**Résultat stratégique :** Règlement équitable, opportun et transparent de causes liées au commerce international, de causes liées aux marchés publics et d'enquêtes sur instruction du gouvernement qui relèvent de la compétence du TCCE

### Mesure du rendement

Indicateurs de rendement	Cibles	Résultats réels
Décisions du TCCE infirmées par la Cour d'appel fédérale ou des organismes d'appel internationaux	Au plus 2 p. 100 de toutes les décisions rendues au cours de la période de cinq ans la plus récente sont infirmées par la Cour d'appel fédérale ou des organismes d'appel internationaux.	1.07 p. 100 de toutes les décisions rendues au cours de la période de cinq ans la plus récente ont été infirmées par la Cour d'appel fédérale ou des organismes d'appel internationaux (voir la section Contrôle judiciaire du présent document pour obtenir davantage de précisions)
Les avis, décisions et lignes directrices du TCCE sont accessibles au public.	L'ensemble des avis, décisions et lignes directrices pour tous les domaines de son mandat et toutes les notes de procédure sont accessibles au public sur le site Web du TCCE, dans la <i>Gazette du Canada</i> ou sur MERX (système d'appel d'offres électronique du Canada).	En 2013-2014, 100 p. 100 des avis, décisions et lignes directrices étaient accessibles au public

### Contrôle judiciaire

Les décisions du TCCE sont habituellement susceptibles de contrôle par la Cour d'appel fédérale<sup>2</sup>. Au cours de la période quinquennale entre 2009-2010 et 2013-2014, le ratio des décisions infirmées en contrôle judiciaire ou en appel a été de 1,07 p. 100 pour la période se terminant le 31 mars 2014, ce qui signifie que la cible maximale de 2 p. 100 du TCCE a été atteinte. Aucune des causes infirmées ne l'a été pour des motifs d'application régulière de la loi, ce qui fait que la cible du TCCE d'un maximum de 1 p. 100 des décisions infirmées pour un tel

2. Dans de rares cas, il est demandé à des groupes spéciaux binationaux réunis en vertu de l'*ALÉNA* ou d'autres accords commerciaux internationaux ou à un groupe spécial de règlement des différends de l'OMC de réexaminer les conclusions du Tribunal aux termes de la *LMSI*. Aucune partie n'a présenté de nouvelle demande de réexamen des décisions du Tribunal auprès de ces groupes en 2013-2014. Lorsque le Tribunal rend une décision concernant un appel aux termes de la Loi sur la taxe d'accise et qu'une partie en appelle de cette décision, l'affaire est entendue par la Cour fédérale lors d'une nouvelle audition.

motif a été atteinte. Le tableau suivant montre les requêtes et les décisions en contrôle judiciaire ou en appel pour la période quinquennale susdite.

En fait, aucune décision n'a été infirmée au cours de l'exercice, et aucune décision du TCCE n'a été contestée en vertu des mécanismes de règlement des différends de l'OMC ou de l'ALÉNA.

Traitement des décisions du TCCE devant la Cour d'appel fédérale du Canada	
	Période de cinq ans
Décisions pouvant faire l'objet d'un contrôle judiciaire ou d'un appel <sup>1</sup>	931
Décisions ayant fait l'objet d'une demande de contrôle judiciaire ou d'une requête en appel	160
Décisions ayant fait l'objet d'une demande de contrôle judiciaire ou d'une requête en appel qui a été retirée ou abandonnée	54
Décisions ayant fait l'objet d'une demande de contrôle judiciaire qui a été rejetée	34
Décisions infirmées <sup>2</sup>	10
Décisions infirmées en raison de la non-application régulière de la loi	0
Pourcentage de toutes les décisions rendues qui ont été infirmées par la Cour d'appel fédérale, par la Cour fédérale ou par un organisme d'appel international <sup>3</sup>	1,07
Pourcentage des décisions qui ont été infirmées par la Cour d'appel fédérale ou par des organismes d'appel internationaux sur demande de contrôle judiciaire portant expressément sur l'application régulière de la loi	0
<p>1. Pour les besoins du présent tableau, les décisions comprennent toutes les décisions rendues et tous les rapports publiés, y compris les décisions de ne pas entreprendre une enquête visant un marché public. Le nombre de causes correspond à celui qui est indiqué dans le tableau de la charge de travail publié dans le rapport annuel du TCCE et exclut les causes retirées.</p> <p>2. Les décisions infirmées comprennent également les causes renvoyées au TCCE.</p> <p>3. La méthodologie a été modifiée depuis 2011-2012 afin de refléter le fait que lorsqu'une seule décision de renvoi est rendue à l'égard de plusieurs causes, cela représente une seule cause. Cette méthodologie ne s'applique que lorsque la nature du renvoi est identique pour toutes les décisions infirmées et vise à éviter le surdénombrement en reflétant adéquatement le fait que les causes renvoyées concernaient toutes les mêmes parties et la même question.</p>	

### Renseignements accessibles au public

L'ensemble des avis, notes de procédures, décisions et lignes directrices dans tous les domaines du mandat du TCCE ont été distribués aux parties intéressées par chaque cause, ont été publiés sur le site Web du TCCE et, dans le cas des avis exigés par la loi, ont été publiés dans la *Gazette du Canada*. Quant aux causes étudiées en vertu de la *IMSI*, aux causes de marchés publics et aux appels, toutes les décisions ont été transmises aux parties intéressées.

## **Programme 1.1 : Règlement de dossiers commerciaux (rôle quasi judiciaire)**

### Description

Le TCCE a comme mandat de faire en sorte que le secteur privé du Canada bénéficie de mécanismes de recours commerciaux équitables, opportuns et transparents, contribuant ainsi à maintenir la confiance dans le marché canadien, dans l'intérêt des entreprises et des consommateurs canadiens.

Le TCCE agit comme organisme décisionnel quasi judiciaire et autonome dont la compétence découle de la *Loi sur le TCCE*, de la *LMSI*, de la *Loi sur les douanes* et de la *Loi sur la taxe d'accise*. Avec comme cadre les mécanismes de recours commerciaux canadiens, le TCCE applique les politiques et les lois en vigueur afin de traiter une concurrence déloyale sur le marché national ou prescrit une défense d'urgence contre des marchandises importées perçues comme portant atteinte à une branche de production nationale. Le TCCE entend aussi les appels à l'égard de décisions du ministre du Revenu national et de l'ASFC. Il a également été désigné comme l'organisme chargé d'examiner les contestations d'offres, en vertu de l'*ACI*, de l'*ALÉNA*, de l'*AMP* et des autres accords commerciaux, en ce qui a trait à la procédure de passation des marchés publics du gouvernement fédéral.

Dans son rôle quasi judiciaire, le TCCE assume une charge de travail qui comprend les éléments suivants :

- Causes concernant des pratiques commerciales déloyales – enquêtes menées en vertu de la *LMSI* pour déterminer si des importations sous-évaluées et/ou subventionnées ont causé ou menacent de causer un dommage matériel à une branche de production nationale;
- Contestation des offres – enquêtes menées sur les plaintes déposées en vertu de l'*ALÉNA*, de l'*ACI*, de l'*AMP* et des autres accords commerciaux par des fournisseurs potentiels à l'égard de marchés publics;
- Appels interjetés à l'égard de décisions rendues par l'ASFC en vertu de la *Loi sur les douanes* et de la *LMSI* et par le ministre du Revenu national en vertu de la *Loi sur la taxe d'accise*;
- Causes concernant les mesures de sauvegarde – enquêtes menées pour déterminer si l'augmentation rapide des importations provenant de partout dans le monde est susceptible de causer un dommage sérieux à une branche de production canadienne.

**Ressources financières budgétaires (dollars)**

Budget principal des dépenses 2013-2014	Dépenses prévues 2013-2014	Autorisations totales pouvant être utilisées 2013-2014	Dépenses réelles (autorisations utilisées) 2013-2014	Écart (dépenses réelles moins dépenses prévues) 2013-2014
7 321 221	7 321 221	8 187 764	8 063 133	741 912

**Ressources humaines (Équivalents temps plein [ETP])**

Prévu 2013-2014	Réel 2013-2014	Écart (nombre réel moins nombre prévu) 2013-2014
54	59	5

**Résultats du rendement**

Résultat attendu	Indicateurs de rendement	Cibles	Résultats réels
Les décisions rendues par le TCCE sont justes et impartiales et sont fondées sur de l'information de qualité	Bien-fondé des décisions du TCCE visées par un contrôle judiciaire qui sont infirmées par la Cour d'appel fédérale et/ou les organismes d'appel internationaux en raison de la non-application régulière de la loi.	Moins de 1 p. 100 de toutes les décisions en matière d'application régulière de la loi sont infirmées.	Aucune décision n'a été infirmée par la Cour d'appel fédérale ou par des organismes d'appel internationaux sur demande de contrôle judiciaire portant expressément sur l'application régulière de la loi
Les décisions sont rendues dans les délais prescrits par la loi	Les décisions que le TCCE rend en matière de dumping, de subventionnement, d'enquêtes sur les mesures de sauvegarde et de plaintes relatives aux marchés publics sont soumises à des délais prescrits par la loi.	Toutes les décisions sont rendues dans les délais prescrits par la loi.	100 p. 100 des délais prescrits par la loi ont été respectés
Les décisions d'appel sont rendues dans les délais internes	Les décisions d'appel sont rendues dans les délais internes. Il n'y a pas de délai prescrit par	70 p. 100 des délais internes sont respectés.	100 p. 100 des délais internes ont été respectés.



	la loi pour les décisions rendues dans le cas d'appels de décisions de l'ASFC et du ministre du Revenu national. Cependant, le TCCE a volontairement adopté une norme informelle qui consiste à rendre ces décisions dans un délai de 120 jours suivant l'audition de l'appel.		
--	--	--	--

### **Analyse du rendement et leçons retenues**

#### Causes de recours commerciaux

Le TCCE a rendu des décisions dans quatre enquêtes préliminaires de dommage, quatre enquêtes définitives de dommage, cinq demandes de réexamen intermédiaire, deux réexamens intermédiaires, quatre processus relatifs à l'expiration et cinq réexamens relatifs à l'expiration. À l'égard de ces 24 décisions, le TCCE a atteint ses cibles de rendement en matière de respect des délais prévus par la loi et de communication de l'information au public.

#### Causes de marchés publics

En 2013-2014, 60 décisions sur des causes de marchés publics soumises à des délais prévus par la loi ont été rendues. De plus, 13 ordonnances relatives à des demandes de frais, des reports d'adjudication ou des annulations de rapport d'adjudication ont été prononcées. Le TCCE a atteint ses cibles de rendement en matière de respect des délais prévus par la loi et de communication de l'information au public.

#### Causes d'appels rendues dans les délais internes

En 2013-2014, le TCCE a émis 42 décisions d'appels ainsi que 3 décisions de prorogation de délai. Aucun délai prévu par la loi ne s'applique aux appels de décisions de l'ASFC ou du ministre du Revenu national. Cependant, le TCCE a adopté volontairement une norme interne selon laquelle ces décisions sont rendues dans les 120 jours de l'audience. Des 45 décisions d'appels rendues en 2012-2013, 45 (100 p. 100) ont été rendues dans ce délai volontaire. Le TCCE a surpassé sa cible au moins 70 p. 100 du temps.

### **Leçons retenues**

Pour réagir à une charge de travail accrue avec des ressources limitées, il faut que les processus de travail demeurent flexibles et adaptables afin d'utiliser au mieux ces ressources limitées. Le TCCE a établi une liste de procédures de fonctionnement standard à l'intention des employés nouveaux et temporaires et a réaligné les processus de travail de la Direction des enquêtes sur les recours commerciaux et des Services juridiques concernant les causes de recours commerciaux afin de permettre d'accentuer la collaboration entre les deux directions et de faire la meilleure utilisation de l'expertise de chacune d'elles.

## Programme 1.2 : Enquêtes et saisines sur des questions économiques de portée générale (rôle consultatif)

### Description

Dans son rôle consultatif, le TCCE s'acquitte d'une charge de travail qui comprend trois genres de cas. Premièrement, le TCCE joue un rôle consultatif lorsque le gouvernement lui demande de recommander des mesures, à la suite d'une enquête de sauvegarde, pour atténuer les dommages subis par les producteurs canadiens. Périodiquement, le gouvernement peut aussi demander au TCCE d'enquêter sur des questions économiques, commerciales et tarifaires d'ordre général. Dans le cadre de ces enquêtes, le TCCE fait des recherches, reçoit des exposés, tient des audiences publiques et présente des recommandations au gouvernement ou au ministre des Finances, au besoin.

Enfin, le TCCE, conformément au mandat permanent que lui a confié le ministre des Finances, enquête sur des demandes présentées par des producteurs canadiens qui désirent bénéficier d'un allègement tarifaire sur l'importation d'intrants textiles dont ils se servent dans leurs activités de production, ainsi que de présenter au ministre des Finances des recommandations aux fins de maximiser les retombées économiques pour le Canada.

Dans son rôle consultatif, le TCCE assume une charge de travail qui comprend les éléments suivants :

- Affaires concernant des mesures de sauvegarde – lorsque le TCCE conclut qu'il y a eu dommage porté à une branche de production nationale, le gouverneur en conseil peut demander au TCCE de recommander les mesures qui s'imposent pour freiner l'augmentation des importations;
- Enquêtes sur des questions économiques, commerciales et tarifaires d'ordre général renvoyées par le gouvernement – enquêtes et conseils sur des questions économiques, commerciales et tarifaires renvoyées au TCCE par le gouverneur en conseil ou le ministre des Finances;
- Mandat permanent sur les tarifs confié par le ministre des Finances – enquêtes sur des demandes présentées par des producteurs canadiens qui réclament des allègements tarifaires sur les intrants textiles importés dont ils se servent dans le cadre de leurs activités de production.

### Ressources financières budgétaires (dollars)

Budget principal des dépenses 2013-2014	Dépenses prévues 2013-2014	Autorisations totales pouvant être utilisées 2013-2014	Dépenses réelles (autorisations utilisées) 2013-2014	Écart (dépenses réelles moins dépenses prévues) 2013-2014
98 935	98 935	110 645	108 961	10 026

**Ressources humaines (ETP)**

Prévu 2013-2014	Réel 2013-2014	Écart (nombre réel moins nombre prévu) 2013-2014
1	1	0

**Résultats du rendement**

Résultat attendu	Indicateurs de rendement	Cibles	Résultats réels
Les recommandations du TCCE sur les questions économiques, commerciales et tarifaires et sur les saisines sur les textiles sont justes, impartiales et fondées sur des informations de qualité	Les recommandations respectent le mandat et fournissent les informations demandées. Un indicateur de la qualité des décisions du TCCE est le nombre de demandes d'informations supplémentaires du ministre des Finances.	Toutes les recommandations respectent le mandat.	s.o.
	Les rapports, décisions et recommandations sont publiés dans les délais fixés par le gouvernement. Les recommandations du TCCE relativement aux saisines tarifaires et aux enquêtes sur des questions économiques sont assujetties à des délais légaux.	Toutes les recommandations sont publiées dans les délais légaux.	s.o.

**Analyse du rendement et leçons retenues**

Dans le contexte de la saisine permanente sur les textiles, le TCCE émet normalement ses recommandations motivées au ministre des Finances dans les 100 jours de la date de l'ouverture de l'enquête. Dans des cas exceptionnels, lorsque le Tribunal conclut à l'existence de circonstances critiques, il émettra ses recommandations dans un délai spécifié plus bref.

En 2013-2014, le TCCE n'a reçu aucune nouvelle demande d'allégement tarifaire sur les intrants textiles. Cependant, le TCCE continue d'affecter des ressources humaines et financières modestes à cette activité de programme de manière à maintenir des connaissances et expertises fondamentales dans ce domaine très spécialisé pour le cas où la nécessité se manifesterait à nouveau. De plus, le TCCE doit faire rapport sur la saisine permanente sur les textiles dans son rapport annuel et il consacre un chapitre entier à cette partie de son mandat.

Le TCCE n'a reçu aucune saisine du gouvernement depuis 2005-2006.

### Leçons tirées

Même si les nombreuses initiatives de renouvellement du TCCE se concentrent principalement sur ses mandats relatifs aux recours commerciaux, aux marchés publics et aux appels, elles soutiennent aussi le renouvellement des connaissances spécialisées nécessaires pour répondre à une saisine du gouvernement.

### Services internes

#### Description

Les services internes sont des groupes d'activités et de ressources connexes qui sont gérés de façon à répondre aux besoins des programmes et des autres obligations générales d'une organisation. Ces groupes sont les suivants : services de gestion et de surveillance, services des communications, services juridiques, services de gestion des ressources humaines, services de gestion des finances, services de gestion de l'information, services des technologies de l'information, services de gestion des biens, services de gestion du matériel, services de gestion des acquisitions et services de gestion des voyages et autres services administratifs. Les services internes comprennent uniquement les activités et les ressources destinées à l'ensemble d'une organisation et non celles fournies à un programme particulier.

#### Ressources financières budgétaires (dollars)

Budget principal des dépenses 2013-2014	Dépenses prévues 2013-2014	Autorisations totales pouvant être utilisées 2013-2014	Dépenses réelles (autorisations utilisées) 2013-2014	Écart (dépenses réelles moins dépenses prévues) 2013-2014
2 473 385	2 473 385	2 766 137	2 724 031	250 646

#### Ressources humaines (ETP)

Prévu 2013-2014	Réel 2013-2014	Écart (nombre réel moins nombre prévu) 2013-2014
18	20	2

#### Analyse du rendement et leçons retenues

Le TCCE a entrepris plusieurs initiatives en 2013-2014 afin d'améliorer sa fonction de technologie de l'information et de gestion de l'information. Ainsi, la Direction de la GI/TI a réalisé diverses initiatives d'approvisionnement concurrentiel afin d'obtenir une expertise dans des domaines tels que la sécurité des réseaux, la gestion de l'information et le soutien opérationnel. De plus, des séances de formation et de transfert de connaissances ont été tenues tout au long de l'année. Un soutien au projet pilote relatif aux questionnaires électroniques a été



fourni et des commentaires encourageants ont été recueillis. Le travail de préparation à la mise en œuvre de la solution GCDocs du TCCE a été complété et il ne reste qu'à mettre en place la gestion des usagers.

Le TCCE a aussi participé à des initiatives pangouvernementales telles que le Processus opérationnel commun des ressources humaines et la nouvelle Directive sur la gestion du rendement, qui étaient toutes pleinement mises en œuvre avant le 31 mars 2014.



### Section III : Renseignements supplémentaires

#### Faits saillants des états financiers

Tribunal canadien du commerce extérieur

État condensé des opérations et de la situation financière nette ministérielle (non audité)

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

(dollars)

	Résultats attendus 2013-2014 (révisé)	Résultats réels 2013-2014	Résultats réels 2012-2013	Écart (résultats réels 2013-2014 moins résultats attendus 2013-2014)	Écart (résultats réels 2013-2014 moins résultats réels 2012-2013)
Total des charges	13 468 000	13 169 000	13 581 000	(299 000)	(412 000)
Total des revenus	-	1 000	-	1 000	1 000
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	13 468 000	13 168 000	13 581 000	(300 000)	(413 000)
Situation financière nette du ministère	146 000	295 000	(326 000)	149 000	621 000

Tribunal canadien du commerce extérieur

État condensé de la situation financière (non audité)

Au 31 mars 2014

(dollars)

	2013-2014	2012-2013	Écart (2013-2014 moins 2012-2013)
Total des passifs nets	1 447 000	1 921 000	(474 000)
Total des actifs financiers nets	794 000	749 000	45 000
Dette nette du ministère	653 000	1 172 000	(519 000)
Total des actifs non financiers	948 000	846 000	102 000
Situation financière nette du ministère	295 000	(326 000)	621 000

## États financiers

Les états financiers du TCCE peuvent être consultés sur le site Web du TCCE<sup>iii</sup>.

## Tableaux de renseignements supplémentaires

Les tableaux de renseignements supplémentaires énumérés dans le *Rapport ministériel sur le rendement 2013-2014* se trouvent sur le site Web du TCCE<sup>iv</sup>.

- Stratégie ministérielle de développement durable.

## Dépenses fiscales et évaluations

Il est possible de recourir au régime fiscal pour atteindre des objectifs de la politique publique en appliquant des mesures spéciales, comme de faibles taux d'impôt, des exemptions, des déductions, des reports et des crédits. Le ministère des Finances Canada publie annuellement des estimations et des projections du coût de ces mesures dans une publication intitulée *Dépenses fiscales et évaluations*<sup>v</sup>. Les mesures fiscales présentées dans ladite publication relèvent de la responsabilité du ministre des Finances.



## **Section IV : Coordonnées de l'organisation**

Tribunal canadien du commerce extérieur  
333, avenue Laurier ouest  
Ottawa (Ontario) K1A 0G7  
Canada

Téléphone : 613-990-2452  
Télécopieur : 613-990-2439  
Site Web : [www.tcce-citt.gc.ca](http://www.tcce-citt.gc.ca)



## Annexe : Définitions

**architecture d'alignement des programmes :** Répertoire structuré de tous les programmes d'un ministère ou organisme qui décrit les liens hiérarchiques entre les programmes et les liens aux résultats stratégiques auxquels ils contribuent.

**cadre pangouvernemental :** Schéma représentant la contribution financière des organisations fédérales qui dépendent de crédits parlementaires en harmonisant leurs programmes avec un ensemble de 16 secteurs de résultat pangouvernementaux de haut niveau regroupés sous 4 secteurs de dépenses.

**cible :** Niveau mesurable du rendement ou du succès qu'une organisation, un programme ou une initiative prévoit atteindre dans un délai précis. Une cible peut être quantitative ou qualitative.

**crédit :** Autorisation donnée par le Parlement d'effectuer des paiements sur le Trésor.

**dépenses budgétaires :** Les dépenses budgétaires comprennent les dépenses de fonctionnement et en capital; les paiements de transfert à d'autres ordres de gouvernement, à des organisations ou à des particuliers; et les paiements à des sociétés d'État.

**dépenses non budgétaires :** Recettes et décaissements nets au titre de prêts, de placements et d'avances, qui modifient la composition des actifs financiers du gouvernement du Canada.

**dépenses prévues :** En ce qui a trait aux RPP et aux RMR, les dépenses prévues s'entendent des montants approuvés par le Conseil du Trésor au plus tard le 1<sup>er</sup> février. Elles peuvent donc comprendre des montants qui s'ajoutent aux dépenses prévues indiquées dans le budget principal des dépenses.

Un ministère est censé être au courant des autorisations qu'il a demandées et obtenues. La détermination des dépenses prévues relève du ministère, et ce dernier doit être en mesure de justifier les dépenses et les augmentations présentées dans son RPP et son RMR.

**équivalent temps plein :** Mesure utilisée pour déterminer dans quelle mesure un employé représente une année-personne complète dans le budget ministériel. L'équivalent temps plein est calculé en fonction du coefficient des heures de travail assignées et des heures normales de travail. Les heures normales de travail sont établies dans les conventions collectives.

**indicateur de rendement :** Moyen qualitatif ou quantitatif de mesurer un extrant ou un résultat en vue de déterminer le rendement d'une organisation, d'un programme, d'une politique ou d'une initiative par rapport aux résultats attendus.

**plan :** Exposé des choix stratégiques qui montre comment une organisation entend réaliser ses priorités et obtenir les résultats connexes. De façon générale, un plan explique la logique qui sous-tend les stratégies retenues et tend à mettre l'accent sur des mesures qui se traduisent par des résultats attendus.

**priorité :** Plan ou projet qu'une organisation a choisi de cibler et dont elle rendra compte au cours de la période de planification. Il s'agit de ce qui importe le plus ou qui doit être fait en premier pour appuyer la réalisation du ou des résultats stratégiques souhaités.

**programme :** Groupe d'intrants constitué de ressources et d'activités connexes qui est géré pour répondre à des besoins précis et pour obtenir les résultats visés, et qui est traité comme une unité budgétaire.

**programme temporisé :** Programme ayant une durée fixe et dont le financement et l'autorisation politique ne sont pas permanents. Ce programme est aussi appelé programme à durée temporaire ou programme à élimination graduelle. Lorsqu'un tel programme arrive à échéance, une décision doit être prise quant à son maintien. Dans le cas d'un renouvellement, la décision précise la portée, le niveau de financement et la durée.

**rapport ministériel sur le rendement :** Rapport traitant des réalisations concrètes d'une organisation qui dépend de crédits parlementaires au regard des plans, des priorités et des résultats attendus exposés dans le rapport sur les plans et les priorités correspondant. Ce rapport est déposé au Parlement à l'automne.

**rapport sur les plans et les priorités :** Rapport fournissant des renseignements au sujet des plans et du rendement prévu sur trois ans d'une organisation qui dépend de crédits parlementaires. Ces rapports sont déposés au Parlement chaque printemps.

**production de rapports sur le rendement :** Processus de communication d'information sur le rendement fondée sur des éléments probants. La production de rapports sur le rendement appuie la prise de décisions, la responsabilisation et la transparence.

**rendement :** Utilisation qu'une organisation a faite de ses ressources en vue d'obtenir ses résultats, mesure dans laquelle ces résultats se comparent à ceux que l'organisation souhaitait obtenir, et mesure dans laquelle les leçons apprises ont été cernées.

**résultat :** Conséquence externe attribuable en partie aux activités d'une organisation, d'une politique, d'un programme ou d'une initiative. Les résultats ne relèvent pas d'une organisation, d'une politique, d'un programme ou d'une initiative unique, mais ils s'inscrivent dans la sphère d'influence de l'organisation.

**résultat stratégique :** Avantage durable et à long terme pour les Canadiens qui est rattaché au mandat, à la vision et aux fonctions de base d'une organisation.

**résultats du gouvernement du Canada :** Ensemble de 16 objectifs de haut niveau établis pour l'ensemble du gouvernement et regroupés selon 4 secteurs de dépenses : affaires économiques, affaires sociales, affaires internationales et affaires gouvernementales.

**Structure de la gestion, des ressources et des résultats :** Cadre exhaustif comprenant l'inventaire des programmes, des ressources, des résultats, des indicateurs de rendement et de l'information de gouvernance d'une organisation. Les programmes et les résultats sont



présentés d'après le lien hiérarchique qui les unit, et les résultats stratégiques auxquels ils contribuent. La Structure de la gestion, des ressources et des résultats découle de l'architecture d'alignement des programmes.

## Notes de fin de document

---

- i. Cadre pangouvernemental, <http://www.tbs-sct.gc.ca/ppg-cpr/frame-cadre-fra.aspx>
- ii. *Comptes publics du Canada 2014*, <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/recgen/cpc-pac/index-fra.html>
- iii. États financiers, <http://www.citt-tcce.gc.ca/fr/annuels>
- iv. Stratégie ministérielle de développement durable, <http://www.citt-tcce.gc.ca/fr/rapports-ministeriels-rendement>
- v. *Dépenses fiscales et évaluations*, <http://www.fin.gc.ca/purl/taxexp-fra.asp>